

M. M. OMANOVI

Omanovimanzil@gmail.com

Requête no [63871/19](#)

M.O. contre la France

<https://hudoc.echr.coe.int/eng#%7B%22itemid%22:%5B%22001-209944%22%5D%7D>

Ma représentante

L'association «Contrôle public»

controle.public.fr.rus@gmail.com

Adresse : Chez M.et Mme Jamain Jean-Jacques
6 rue Guiglia 06000 NICE

La Cour européenne des droits de l'homme

CINQUIÈME SECTION

La présidente Mme Stéphanie Mourou-Vikström,

Les juges M. Jovan Ilievski,

M. Mattias Guyomar,

Notification de violation du droit de recevoir de la correspondance.

Je notifie à nouveau à la Cour la violation de mon droit par les autorités françaises de recevoir la correspondance.

Tout d'abord, j'ai informé les autorités - l'organe émettrice de la correspondance le CCAS -de mon représentant, M. Ziablitsev, parce que je ne peux pas physiquement aller chercher des lettres: soit je suis à l'hôpital, soit dans mon logement sans forces physiques. Cependant, le personnel du CCAS refuse arbitrairement de reconnaître mon représentant et de délivrer ma correspondance.

En second lieu, le 17.05.2021 le personnel du CCAS m'a appelé et m'a dit de venir pour une lettre recommandée. De la dernière force, en me soumettant au tourment, je suis venu chercher le courrier. Cependant, la poste a refusé de me le donner, me disant que la lettre a été renvoyée à l'expéditeur.

Selon les informations sur le site, la lettre a été préparée pour l'envoi à l'expéditeur, mais n'a pas été envoyée <https://www.laposte.fr/outils/suivre-vos-envois>

Lettre Recommandée N°2C16737150109



Par conséquent, je répète que je n'ai pas la possibilité de recevoir en temps opportun la correspondance de la CEDH par la faute des autorités, ce que je fournis une autre preuve.

Donc, je demande à toute la correspondance de me dupliquer sur e mail soit de l'envoyer au représentant.

Si la lettre **N°2C16737150109** a été envoyée par la CEDH je vous demande de prendre note que les autorités ont refusé de m'assurer sa remise en temps voulu et la renvoyer par e-mail ou à l'adresse de mon représentant.

Dans un autre cas, je demande que cette pratique de ne pas fournir les lettres soit prise en compte lors de la décision concernant ma demande de réouverture de la procédure concernant ma plainte.

Cordialement

Handwritten signature in blue ink that reads 'Omarovi Mamzila'.

Fait à Nice le 18.05.2021